

## UN ASPECT PEU CONNU DE L'ACCESSION DE CHYPRE A L'INDEPENDANCE

Un témoignage par Daniel DOMMEL\*

### Résumé

Dans la trame des événements qui ont conduit à l'indépendance de Chypre il en est quelques uns qui sont passés longtemps inaperçus. Tel est le rôle joué dans les années, les semaines et les heures qui ont précédé la signature de l'accord de Londres, le 19 février 1959, par quelques hommes proches du Réarmement Moral.

### Abstract

*Some underlying facts in the series of events that led to the independance of Cyprus have long remained unnoticed. Such is the role played during the years, weeks and hours before the signature of the London agreements, on February 19th 1959, by a few individuals close to Moral Re-Armament.*

Le Centre d'Etudes Stratégiques et Internationales, institut de recherches basé à Washington, vient de consacrer un important ouvrage au facteur religieux dans la résolution des conflits<sup>1</sup>. Les auteurs font le constat que, dans l'analyse des événements comme dans l'élaboration des politiques, le rôle des éléments religieux ou spirituels qui peuvent entrer en ligne de compte n'est le plus souvent pas pris en considération. Aussi ont-ils entrepris d'étudier ce rôle dans une série de cas, très différents les uns des autres et choisis sur plusieurs continents. Ils examinent chaque fois comment l'intervention d'une église ou d'une communauté religieuse ou d'un mouvement spirituel a pu contribuer à prévenir un conflit ou à y mettre fin, ou encore à guérir les blessures que ce conflit laissait derrière lui. Il s'agit tantôt de l'Eglise catholique, tantôt des églises d'Allemagne de l'Est, ailleurs de l'Eglise Morave ou des Quakers.

Sur les huit cas retenus deux mettent en jeu l'action du Réarmement Moral. Ils concernent la naissance du Zimbabwe en 1979 et la pose des premiers jalons de la réconciliation franco-allemande au lendemain de la dernière guerre. On pourrait en citer d'autres. L'un d'entre eux est celui de l'accession de Chypre à l'indépendance. Ici comme ailleurs, ce facteur n'apparaît pas dans la presse de l'époque, ni dans les divers ouvrages consacrés à la question<sup>2</sup>. Ce n'est, il faut le dire, qu'un facteur parmi

\* Inspecteur général des finances honoraire, Daniel Dommel a été en poste à Beyrouth de 1957 à 1962 comme conseiller financier pour le Proche et le Moyen Orient.

1 *Religion, the Missing Dimension of Statecraft*, par Douglas Johnston et une équipe du Centre of Strategic and International Studies (Oxford University Press, 1994).

2 A côté d'une abondante littérature de langue anglaise, la crise chypriote qui a précédé l'indépendance a fait l'objet d'une importante étude en français, qui constitue probablement l'ouvrage de référence le plus approfondi sur le sujet. Elle est due à François Crouzet et a été publiée sous le titre *Le Conflit de Chypre 1946-1959* (Etablissements Emile Bruylant, Bruxelles, 1973).

d'autres, et son rôle est presque toujours peu visible. Des attitudes nouvelles naissent de changements qui se passent dans le cœur des gens, qui se transmettent d'un homme à l'autre et qui, sauf exception, échappent aux projecteurs des médias.

Pour tracer la chaîne des contacts qui ont touché certains acteurs des événements ayant conduit en 1959-60 à l'indépendance de Chypre, il faut remonter trente cinq ans en arrière. En 1924, Frank Buchman, le fondateur du Réarmement Moral, lequel ne portait pas encore ce nom, au cours d'une tournée qu'il faisait dans plusieurs pays avec quelques compagnons, s'est arrêté en Turquie. Dans un établissement universitaire américain d'Istamboul, le Robert College, le groupe s'est adressé à des étudiants. Il leur a appris ce qu'était l'écoute de Dieu dans le silence et en a fait l'expérience avec eux.

Vingt ans plus tard, l'un de ces étudiants, Georges Moïssidès, qui s'était établi à Chypre et enseignait à l'Académie Américaine de Larnaca, continuait à se recueillir régulièrement et apprenait à ses élèves à faire de même. Son nom et son adresse furent donnés à un jeune cadre permanent du Réarmement Moral, Bill Conner, qui se trouvait à ce moment-là enrôlé dans les forces britanniques basées à Chypre. Moïssidès eut le sentiment qu'il serait bon de demander à l'évêque de Kitium, dans le diocèse duquel se trouvait Larnaca, s'il voulait bien donner son approbation au travail du Réarmement Moral qui se faisait alors sur l'île. L'évêque accorda sa bénédiction.

En 1950, le dit évêque fut nommé archevêque et prit le nom de Makarios III, devant du même coup, selon la tradition locale, chef de l'Eglise et chef du peuple grec de Chypre, avec le titre d'ethnarque. Il devint parallèlement l'un des leaders du mouvement nationaliste grec, dont l'objectif, le rattachement à la Grèce, l'Enosis, devait se heurter à l'hostilité croissante de la minorité d'origine turque. Mais à ce moment-là c'est à la puissance coloniale britannique que s'opposaient les dirigeants chypriotes grecs. Pour le gouvernement anglais la question de Chypre était close : « Il a été clairement dit, de façon répétée, qu'aucun changement n'est envisagé dans la souveraineté de l'île », déclarait le ministre des Colonies, John Dugdale, à la Chambre des Communes en avril 1950. Cette position sera réaffirmée à plusieurs reprises, notamment par le ministre des affaires étrangères, Anthony Eden en septembre 1953, lorsqu'il refusera de discuter de la question de Chypre avec le premier ministre grec, le maréchal Papagos, et de nouveau, de manière tranchée, par la bouche du ministre d'Etat aux Colonies, Henry Hopkinson, lors d'un débat aux Communes le 28 juillet 1954. Lorsque Makarios vint à Londres à cette époque, il ne fut reçu par aucun membre du gouvernement.

C'est lors d'une de ses visites en Angleterre, en automne 1954, qu'un de ses conseillers, un homme d'affaires chypriote nommé Nikos Dimitriou, qui, par Moïssidès, avait fait à Chypre la connaissance de Bill Conner, écrivit à ce dernier pour l'encourager à rencontrer l'archevêque à Londres et pour lui dire où il le trouverait. Sur les indications ainsi fournies, Bill Conner et un de ses amis, Lionel Jardine, rendirent visite à l'archevêque à son hôtel. L'ambiance était plutôt fraîche, jusqu'au moment où fut mentionné le nom du Réarmement Moral. « Ah ! Franck Buchman est un bon ami, s'exclama l'un des collaborateurs de l'archevêque, j'ai fait sa connaissance en 1936 à Berlin, quand j'étais en poste à l'ambassade de Grèce ». Et il se mit à parler de cette rencontre et de ce qu'il en avait retiré. A la suite de quoi, par un de ces brouillards propres à décourager la plupart des visiteurs, Makarios se rendit au centre du Réarmement Moral à Londres, 45 Berkeley Square, accompagné notamment du Dr. Dervis, maire de Nicosie,

et de Spiro Kypriannou, son secrétaire, qui devait plus tard devenir président de la République de Chypre. Il y rencontra les généraux George Channer et David Forster, y prit le thé, regarda deux films et partit avec un exemplaire de « Refaire le Monde », le recueil des allocutions de Frank Buchman, qu'il emporta dans ses bagages en mars 1956, quand il fut exilé aux Seychelles.

Il est arrivé souvent, pendant les années de la décolonisation, qu'une délégation officielle à l'ONU héberge en son sein des représentants d'un mouvement de libération. C'est dans ces conditions que Zénon Rossidès, représentant de Makarios, fut amené, dans les années qui précédèrent l'indépendance de Chypre, à participer à New York aux sessions de l'assemblée générale des Nations Unies dans les rangs de la délégation grecque. Et c'est ainsi qu'il fut, un jour de 1957, présenté par l'attaché militaire du Pakistan aux Etats-Unis, le général Mian Hayaud Din, à deux de ses amis du Réarmement Moral, Harry Almond et Matt Manson. Il les retrouva par la suite un week-end, puis il se rendit à une assemblée de leur mouvement dans l'île de Mackinac sur le Lac Michigan.

Quelques mois plus tard, en novembre 1957, Bill Conner, Matt Manson et sa femme Margie, qui se trouvaient tous trois à New-York, reçurent à dîner M. et Mme Rossidès. Ils eurent la pensée très claire de ne pas parler ce soir-là des problèmes de Chypre, mais d'évoquer plutôt des questions de caractère personnel. Matt Manson avait traversé une période difficile. Il avait été amené à prendre conscience qu'il avait usé d'acrimonie, d'emportements et d'obstination pour imposer à sa femme ses volontés et que leur vie commune avait traversé plusieurs crises en conséquence. Il avait reconnu que la responsabilité lui en incombait entièrement et il avait demandé à son épouse de lui pardonner. C'est de tout cela qu'il fut question avec les Rossidès.

Le lendemain matin le téléphone sonna. Zénon Rossidès avait parlé de sa soirée de la veille à Makarios, qui se trouvait lui-même à New York. Harold Macmillan, qui avait remplacé Anthony Eden à Downing Street, l'avait en effet autorisé quelques mois plus tôt à quitter les Seychelles, mais non encore à regagner Chypre. En écoutant Rossidès, l'ethnarque exprima le souhait de rencontrer Matt Manson et Bill Conner. Rendez-vous fut pris pour le jour-même à l'hôtel Ritz. Les deux hommes parlèrent d'abord en tant qu'anciens militaires de l'armée britannique et dirent combien ils regrettaient la façon dont eux-mêmes et leurs camarades s'étaient comportés quand ils étaient à Chypre. L'archevêque était visiblement ému. Puis Rossidès leur demanda de répéter ce qu'ils lui avaient dit la veille sur le recueillement et la possibilité d'être guidé par Dieu. Makarios écoutait avec une grande attention. Ils lui lurent aussi les pensées qu'ils avaient notées ce matin-là pendant leur moment de silence quotidien. Certaines d'entre elles concernaient précisément Chypre, aujourd'hui île à problèmes et demain, pourquoi pas, pôle d'espoir ? Le besoin aussi d'hommes d'Etat dirigés par Dieu et le rôle que l'archevêque pourrait jouer comme artisan d'unité en Méditerranée orientale. « Croyez-vous vraiment que je le pourrais ? », demanda celui-ci. Ses visiteurs lui remirent un petit livre, où il trouverait de quoi nourrir et partager avec d'autres, y compris des Anglais, l'expérience du changement <sup>3</sup>. Par la suite, Rossidès confia qu'il n'avait jamais vu l'archevêque aussi remué en présence d'étrangers et qu'il était sûr que cette visite porterait des fruits.

<sup>3</sup> *Remaking men*, par Peter Howard et Paul Campbell (Blandford Press, Londres, 1954).

Depuis l'explosion, le 1er avril 1955, des premières bombes de l'EOKA, l'organisation militaire clandestine des Chypriotes grecs que dirigeait le colonel Grivas, l'île avait connu, sur le terrain, une alternance de périodes de violence et d'accalmie. Une trêve unilatérale lancée par Grivas en mars 1957, qui fut à l'origine de la libération de Makarios, valut, aux habitants de Chypre, près d'un an d'apaisement relatif. Mais les attentats reprirent au printemps 1958 et se multiplièrent à partir de la fin de l'été.

Au niveau politique, le déroulement du conflit était ponctué par les sessions annuelles de l'assemblée générale des Nations Unies et par les plans successifs élaborés par les autorités britanniques pour tenter de sortir de l'impasse : projet d'autonomie interne soumis à la conférence tripartite de Londres (1955), propositions remises à Makarios par le gouverneur Harding (1955-56), plan Radcliffe (1956-57), plan Macmillan (1958). On sait que ce dernier plan, annoncé par le premier ministre à la Chambre des Communes en juin 1958 et légèrement amendé en août, prévoyait un régime provisoire de sept ans. A la différence du plan Radcliffe, qui l'avait précédé et qui attribuait à la communauté turque le statut d'une minorité privilégiée, le plan Macmillan plaçait les deux communautés quasiment sur un pied d'égalité et accordait à chacune d'elles une large autonomie. Sans aller jusqu'à la partition souhaitée par les Turcs, il allait assez loin dans ce sens et instaurait ce que le *Times* appelait un «partage non territorial», qui risquait de pousser à des regroupements de populations <sup>4</sup>.

Accueilli favorablement en Grande-Bretagne, avec quelques réserves tactiques par la Turquie, ce plan suscita en Grèce de véhémentes protestations et parmi les Chypriotes grecs des réactions violentes. Il ne fut pas étranger à la recrudescence de l'agitation à la fin de l'été 1958. L'automne de cette année-là fut une des périodes les plus sanglantes du conflit. Cette nouvelle vague de terrorisme et de répression eut pour point culminant, par son retentissement, l'assassinat, le 3 octobre, de l'épouse d'un sergent britannique à la sortie d'un magasin et la rafle gigantesque et brutale qui suivit <sup>5</sup>. C'est peu après qu'un journaliste anglais, arrivé depuis peu comme rédacteur en chef du *Cyprus Mail*, Ken Mackenzie, téléphona à Peter Howard, lui-même ancien journaliste devenu l'un des animateurs du Réarmement Moral, pour lui dire que la situation devenait intenable <sup>6</sup>. La rue Ledra, où il était installé à Nicosie, était le théâtre d'attentats si fréquents qu'on l'appelait le kilomètre du crime (the murder mile). « Les passions se déchaînent, lui dit-il, les gens ne sont plus maîtres d'eux-mêmes. Voyez, je vous en prie, si vous pouvez faire quelque chose pour nous venir en aide ».

Peter Howard se recueillit avec sa femme, qui se trouvait être d'origine grecque, et ils eurent ensemble le sentiment que Chypre devait devenir pour eux une priorité absolue.

<sup>4</sup> Présenté comme «une aventure de partenariat», le plan Macmillan prévoyait que la Grèce et la Turquie désigneraient chacune un représentant appelé à coopérer avec le gouverneur britannique. A l'expiration des sept années une souveraineté partagée des trois pays sur l'île pourrait être envisagée, pourvu que le Royaume Uni continuât à disposer de ses bases militaires. Chaque communauté serait dotée d'une assemblée propre, compétente en dernier ressort pour les affaires la concernant. Le gouverneur pourrait même autoriser l'établissement dans certaines villes de conseils municipaux grecs et turcs séparés. Des ministres élus par les deux chambres (quatre grecs et deux turcs) ne siègeraient ensemble, sous la présidence du gouverneur, que pour traiter des affaires d'administration intérieure extra-communautaire, à l'exclusion bien entendu des domaines réservés au gouverneur lui-même (affaires étrangères, défense, sécurité intérieure).

<sup>5</sup> *The Cyprus Revolt*, par Nancy Crawshaw (George Allen & Unwin, Londres, 1978), p. 319 et suivantes.

<sup>6</sup> La vie de Peter Howard est retracée dans le livre d'Anne Wolridge Gordon *Le combat de Peter Howard* (Editions de Caux, Lucerne, 1973).

On se demandait jusqu'où conduirait l'escalade. Au lendemain du meurtre de deux directeurs de banque anglais, abattus à un jour de distance d'une balle dans le dos à la porte de leur bureau, l'un à Limassol, l'autre à Nicosie, le commandement en vint à annoncer que tous les civils britanniques qui le voudraient seraient autorisés à porter des armes et que l'armée serait prête, au besoin, à leur apprendre à s'en servir<sup>7</sup>. Les Howard décidèrent d'inviter Ken Mackenzie à les rejoindre à Londres, ce qu'il fit après avoir rendu visite à Sir Hugh Foot, le gouverneur de l'île, et après s'être arrêté à Athènes pour rencontrer Mgr. Makarios. Puis ils réunirent à déjeuner, le 19 novembre, au 45 Berkeley Square, une quarantaine de personnalités du monde politique, diplomatique, économique, religieux, dont un cousin de Doë Howard, membre de l'ambassade de Grèce, Marino Cosmetato. Ken Mackenzie fit le point de la situation sur le terrain et aussi de l'état des esprits, non sans évoquer la part de responsabilité que pouvaient avoir des articles de presse comme ceux qu'ils avaient lui-même écrits. A la fin du repas, après que les uns et les autres se furent exprimés, Peter Howard invita chacun à observer un moment de silence, dans l'espoir que l'un ou l'autre des convives recevrait une pensée touchant à l'avenir de l'île. Pendant ces quelques instants, l'un des participants, le député conservateur Sir Hamilton Kerr, un proche du premier ministre, éprouva un sentiment dont il n'avait jamais pris conscience jusqu'alors : une haine des Grecs pour la façon dont ils se comportaient à Chypre. Il en fit l'aveu et présenta ses regrets au diplomate grec présent, qui en fut manifestement touché.

Le Réarmement Moral n'était pas inconnu à Sir Hamilton Kerr, qui avait séjourné au centre de rencontres de Caux, près de Montreux, à Pâques de la même année, avec deux de ses collègues, l'un conservateur comme lui, le Major Henry Spence, l'autre travailliste, John McGovern. Tous trois avaient décidé de demander à leur retour un rendez-vous au premier ministre pour lui parler de ce qu'ils avaient découvert à Caux. Harold Macmillan les avait reçus pendant trois quarts d'heure de façon très amicale et attentive, si l'on en croit McGovern<sup>8</sup>. Ce dernier et Kerr devaient par la suite apporter chacun leur pierre à la recherche d'une issue à la crise chypriote.

La session de l'assemblée des Nations Unies qui se tint à l'automne 1958 marqua une étape décisive dans l'évolution du conflit. Les chances de réaliser le rattachement de Chypre à la Grèce semblaient très amoindries et le gouvernement grec avait résolu de préconiser l'indépendance de l'île, dont Makarios s'était fait publiquement l'avocat dans une interview du 21 septembre. Cette solution impliquait une double renonciation : à l'Enosis pour les Grecs et à la partition pour les Turcs. Les Britanniques, de leur côté, souhaitaient faire implicitement avaliser le plan Macmillan et relancer une négociation anglo-gréco-turque qui avait tourné court au mois d'octobre sous les auspices de l'OTAN. Leur point de vue l'emporta au niveau de la commission politique, qui adopta le 4 décembre un projet de résolution iranien inspiré par les Anglais.

Mais le soir-même un dialogue direct s'amorça entre les ministres des affaires étrangères grec et turc, Averoff et Zorlu. De son côté, l'ambassadeur britannique à l'ONU, Sir Pierson Dixon, fut traversé par une pensée : « Ce qu'il nous faut aujourd'hui, ce n'est pas vaincre, c'est réussir ». Il sentit qu'il ne devait pas chercher à pousser son avantage. Si bien que le lendemain l'assemblée générale fut saisie d'un nouveau texte,

<sup>7</sup> Conférence de presse du major général Darling, directeur des opérations (*The Times*, 10 novembre 1958).

<sup>8</sup> *Neither fear nor favour*, par John McGovern (Blandford Press, Londres, 1960), chapitre 23.

« négocié avec toutes les parties directement concernées », par lequel elle se disait confiante que les « parties » continueraient leurs efforts « pour atteindre une solution pacifique, démocratique et juste, en accord avec la Charte ». Ce texte voulait surtout dire qu'il n'y avait ni vainqueurs, ni vaincus et engageait sans le dire Zorlu et Averoff à entamer des négociations bilatérales, ce qu'ils firent à Paris dès le 15 décembre, en marge d'un conseil des ministres de l'OTAN, puis de nouveau en janvier 1959, à l'occasion d'une réunion de l'OECE.

Entre temps, dans les premiers jours de janvier 1959, John McGovern faisait escale à New York avec sa femme, en route pour une conférence du Réarmement Moral qui devait se tenir à Los Angeles. Le couple avait prévu de reprendre un autre avion pour Los Angeles le jour-même de son arrivée à New York. Pourtant, John McGovern eut le sentiment qu'il ne devait pas repartir aussi vite. Vers la fin de l'après-midi, il apprit fortuitement que Makarios et Rossidès se trouvaient à New York et il pensa aussitôt qu'il devait solliciter un rendez-vous. Il vint voir l'ethnarque le lendemain matin à l'Hôtel St. Moritz, accompagné de Harry Almond, Bill Conner et deux ou trois autres personnes.

Le député ne se présenta pas à l'archevêque comme le représentant d'une nation ou d'un parti. Il venait le voir en raison du nouveau regard avec lequel le Réarmement Moral lui avait appris à considérer les choses. Il le mit en garde contre l'attitude de certains membres du parti travailliste, qui tentaient d'exploiter l'affaire de Chypre à des fins de politique intérieure, laissant entendre que le retour au pouvoir de leur parti était imminent et que les revendications des Chypriotes grecs, y compris l'Enosis, seraient alors pleinement satisfaites. John McGovern tenait ces deux éventualités pour fort improbables, l'une et l'autre. Sa crainte était que le plan Macmillan ne fût finalement retenu et que, pour l'appliquer en dépit de l'opposition à laquelle il se heurterait dans l'île, le gouvernement de Londres ne fût obligé d'envoyer de nouvelles troupes, sans parler des dommages économiques qu'un tel plan provoquerait selon lui.

McGovern ne cacha pas à son interlocuteur qu'il ne pouvait admettre, comme parlementaire britannique, les attentats de l'EOKA qui tuaient ses compatriotes, frappant aveuglément des civils innocents, des femmes et des enfants ; ni que le public anglais ne comprenait pas qu'un prélat pût couvrir de son autorité une rébellion armée. Il évoqua enfin sa rencontre avec Macmillan quelques mois plus tôt, pour suggérer à l'ethnarque de renoncer à l'action violente et d'ouvrir avec le premier ministre des entretiens dans l'esprit du Réarmement Moral.

Invité par McGovern à la conférence de Los Angeles, l'archevêque accepta sur le moment. Mais, appelé à Athènes par le roi de Grèce, il dut se décommander et suggéra que Rossidès le représente. Invité à son tour avec sa femme Theresa, ce dernier resta vague. Un homme d'affaires américain, ami de Harry Almond, sentit que cette indécision était une affaire d'argent et offrit au ménage le billet d'avion d'aller-retour pour Los Angeles. Là les Rossidès eurent de longues conversations tant avec les McGovern qu'avec les Howard. Un matin, au petit déjeuner, Zénon Rossidès exprima ses vifs ressentiments envers les Anglais. Theresa intervint alors pour dire qu'elle s'était souvent sentie traitée par lui avec la même froide supériorité que celle dont il reprochait aux Anglais de faire preuve à son égard. Ce fut un choc pour lui. Il quitta la table. Mais ce fut un tournant. Il réalisa qu'il devait commencer par un effort sur lui-même, s'il voulait

être capable de trouver et de faire aboutir un règlement acceptable par les autres. Il fut conduit à reconsidérer son attitude à l'égard des Anglais et des Turcs et, débarrassé des ressentiments qui l'encombraient, son esprit devint réceptif à de nouvelles inspirations. Pendant un de ces temps de silence par lesquels il commençait ses journées à Los Angeles, il écrivit un matin : « Pas ce que veulent les Grecs, ni les Turcs, ni les Anglais, mais ce qui est juste ». A la suite de quoi il nota quelques points susceptibles de servir de trame à un éventuel règlement.

Rossidès eut aussi la pensée qu'il serait prêt maintenant à rencontrer dans ce nouvel esprit Harold Macmillan, dont il avait fait la connaissance à Athènes pendant la guerre, mais qu'il s'était mis à détester depuis les affrontements de Chypre. Peter Howard téléphona aussitôt à Londres pour prendre contact avec Sir Hamilton Kerr, qui, depuis le déjeuner de Berkeley Square, manifestait de l'empressement pour apporter son aide. La réponse envoyée par le cabinet du premier ministre revint positive. C'était un fait tout nouveau. Rossidès n'avait jusqu'alors été reçu nulle part officiellement en Grande-Bretagne. Pourquoi ce revirement ? Avant toute chose, semble-t-il, pour ne pas s'exposer au reproche d'avoir laissé échapper une chance de mettre fin au terrorisme dans l'île<sup>9</sup>.

Le message précisait toutefois que l'intéressé serait reçu par le premier ministre s'il avait quelque chose de neuf à offrir et si ce dernier était à Londres à ce moment-là. Sinon il le serait par un autre membre du gouvernement. Echaudé par des déconvenues antérieures, Rossidès prit cette réponse pour une rebuffade. Bien à tort, comme le montrent les documents conservés aux archives britanniques : le télégramme préparé par un collaborateur du cabinet, qui parlait d'arrangements pour rencontrer un membre du gouvernement, avait été corrigé par Macmillan pour mentionner « le premier ministre ou un membre du gouvernement ». Quoi qu'il en soit, Rossidès, soucieux de ne pas se retrouver en face d'interlocuteurs subalternes, renonça à se rendre à Londres et décida de regagner Athènes. Ses compagnons de Los Angeles ne parvinrent pas à le faire changer d'avis. A New York, Harry Almond, prévenu de son passage, lui proposa de le conduire à l'aéroport. Rossidès esquiva l'offre, disant qu'il était déjà pris en charge par des amis. En fait il ne s'embarquait ni pour Londres, ni directement pour Athènes, mais pour Genève.

Margie Manson se trouvait à ce moment-là au centre de Caux-sur-Montreux et devait prendre l'avion pour Paris. Comme le train qui la conduisait à Genève était en gare de Lausanne, les hauts-parleurs annoncèrent l'arrivée du rapide en provenance de Berne, qui se dirigeait également sur Genève. Elle n'avait nul besoin de changer de train. Celui dans lequel elle se trouvait la mettait largement à temps à la gare de Genève pour attraper son vol.

Mais voilà qu'une de ces injonctions intérieures qu'elle a appris à reconnaître la pousse soudain à prendre le rapide. On pourra discuter sans fin sur le point de savoir s'il faut vraiment y voir une intuition reçue ou seulement une coïncidence fortuite. Le fait est que Margie Manson saute aussitôt dans le train venant de Berne, juste avant qu'il ne s'ébranle ; et qu'en arrivant à l'aérodrome de Genève, elle tombe nez à nez sur le ménage Rossidès débarquant des Etats-Unis. Personne n'étant pressé, on s'assied

<sup>9</sup> Lettre du 20 janvier 1954 de Frederick A. Bishop, directeur de cabinet (« principal private secretary ») du premier ministre, à J.O. Moreton, Esq., M.C., ministère des Colonies.

pour prendre un café et échanger quelques nouvelles. Les Rossidès racontent comment le gouvernement britannique, fidèle à son habitude, élude en pratique une rencontre qu'il prétend accepter en principe. Ils comptent rester deux jours à l'Hôtel des Familles, le temps de prendre un rendez-vous médical, avant de regagner Athènes.

Le soir, Margie Manson dîne à la maison du Réarmement Moral à Boulogne-Billancourt. Elle mentionne au passage sa rencontre avec les Rossidès. Archie Mackenzie, diplomate britannique et frère de Ken Mackenzie, qui se trouve là, bondit sur le téléphone. Il sait qu'à Londres Sir Hamilton Kerr cherche désespérément à reprendre contact avec Rossidès. Le premier ministre, loin de se dérober à l'entrevue, a redemandé quand ce dernier venait le voir.

C'est Bill Conner qui, dès le lendemain, se charge de rejoindre Rossidès à Genève, de l'assurer que Macmillan souhaite vraiment le recevoir et de l'amener à Londres. Après deux à trois jours d'hésitations, Rossidès finit par se laisser convaincre. La rencontre est organisée dans la plus totale discrétion, le 2 février à 11 heures. Rossidès est introduit à Downing Street par la porte du jardin.

L'atmosphère est assez froide au départ, confiera plus tard Philip de Zulueta, conseiller diplomatique du premier ministre, présent à l'entretien et chargé d'en établir le compte-rendu <sup>10</sup>. Mais elle ne tarde pas à se réchauffer. Il faut dire que Rossidès commence par exprimer son profond regret pour les excès commis à Chypre par ses compatriotes et en particulier pour les victimes anglaises des attentats. Il répond aux questions de Macmillan, qui sait qu'il revient de la conférence de Los Angeles et qui l'interroge longuement à ce sujet, si longuement que Zulueta en vient à s'inquiéter que le temps ne manque pour parler de l'objet de l'audience.

Mais Rossidès y revient. Il donne son sentiment sur l'importance de trouver une solution qui soit juste pour tous et qui soit de nature à unir les habitants de Chypre, ce qui pour lui n'est pas le cas du plan de sept ans avancé par le premier ministre. L'île devrait devenir un Etat indépendant, membre ou non du Commonwealth, dans lequel Grecs et Turcs travailleraient ensemble sur la base de leurs allégeances politiques et non de leur appartenance à une communauté ou à l'autre. A ses yeux une législature unique y contribuerait, qui serait élue conjointement sur des listes panachées par les membres des deux communautés, de telle sorte que les élus ressortissant à l'une dépendraient en partie des votes de l'autre. Le premier ministre se réjouit de ce que lui dit son interlocuteur sur la coopération de toutes les parties. Tel est bien, selon lui, le fondement des projets britanniques. Les assemblées propres à chaque communauté envisagées par son plan intérimaire n'ont été conçues, dit-il, que pour traiter des affaires spécifiques de chacune d'elles. Il rappelle que le plan Radcliffe, rejeté par les Grecs, tendait à traiter l'île comme un tout <sup>11</sup>. Il précise que les Anglais entendent bien écarter à la fois l'Enosis et la partition. Il est certes difficile, ajoute-t-il, de trouver l'unité, mais l'important est d'avoir la foi.

<sup>10</sup> Ce compte-rendu est conservé au Public Record Office. Il est recoupé par un aide-mémoire privé établi par Bill Conner, venu chercher Rossidès à l'issue de l'entrevue.

<sup>11</sup> En fait, ce qui avait inquiété les Grecs était moins le plan Radcliffe lui-même que la façon dont le Secrétaire d'Etat aux Colonies, Alan Lennox-Boyd, l'avait présenté à la Chambre des Communes, en expliquant que tout exercice de l'autodétermination devrait permettre aux deux communautés de décider chacune, donc séparément, de leur futur statut et que le partage de l'île devrait figurer parmi les options offertes.

Après avoir exprimé le vœu qu'il soit mis fin aux opérations militaires, après s'être enquis des conditions d'un retour de l'archevêque à Chypre et s'être fait l'avocat d'une amnistie, Rossidès demande à Macmillan quel message il peut emporter. « Un message d'espoir et de foi, reposant sur l'esprit que vous avez apporté avec vous en entrant ici ce matin », lui répond le premier ministre, si l'on en croit le récit fait à l'issue de l'entretien par Rossidès à ses proches. Le gouvernement britannique, conclut-il, n'a d'autre désir que de trouver un règlement qui convienne à tous, la seule sorte de règlement qui vaille. De fait, lorsque Macmillan fut informé qu'Averoff et Zorlu suggéraient de jeter entre eux les bases d'un arrangement — dans lequel ils s'engageaient à ménager la souveraineté du Royaume-Uni sur ses bases militaires — et de passer à une négociation tripartite quand auraient été réalisés des progrès suffisants, il trouva ce nouveau développement « aussi encourageant qu'inattendu »<sup>12</sup>.

Le soir même de l'entrevue à Downing Street, Zénon Rossidès reprend l'avion pour Athènes. Il a juste le temps d'en rendre compte au premier ministre grec Caramanlis, avant que celui-ci ne s'envole retrouver à Zurich son homologue turc, pour y poursuivre les négociations bilatérales entamées par les deux ministres des affaires étrangères.

Il retrouve également à Athènes Ahmed Emin Yalman, rédacteur en chef du grand journal d'Istanbul *Vatan* (Patrie). Lui aussi est un adepte très convaincu du Réarmement Moral, dont il s'est fait un porte-parole dans son pays. Dans l'affaire de Chypre il ne se contente pas d'écrire pour ses compatriotes turcs. Il s'attache également à préparer l'opinion grecque à un règlement et se fait ouvrir pour cela les colonnes de la presse d'Athènes et de Nicosie. Aussitôt avant la conférence de Zurich, un article intitulé « Notre destinée commune » paraît en Grèce sous sa signature dans le quotidien *Vima*<sup>13</sup> : « La Grèce et la Turquie, écrit-il, sont condamnées soit à être de bons voisins, des amis proches et des alliés loyaux, soit à se suicider ensemble. Nous devons maintenant accomplir le miracle de faire de Chypre un lien entre nous au lieu d'un sujet de discorde ». Reconnaissant le rôle négatif qu'a joué la presse à l'égard du maintien de relations harmonieuses entre les deux pays, il invite les journalistes à créer le climat favorable nécessaire pour que soient trouvées les formules qui permettront de résoudre les divers aspects du conflit et à faire échapper celui-ci, de part et d'autre, à l'emprise des considérations de politique intérieure. Après les accords, il continuera à plaider pour une étroite coopération gréco-turque<sup>14</sup>. Il racontera un peu plus tard comment il a été conduit à écrire ces articles après avoir rencontré à Caux des industriels et des mineurs de la Ruhr, qui avaient trouvé l'unité. Il n'en croyait pas ses yeux et s'est rendu en Allemagne pour le vérifier. En découvrant là qu'il y avait une réponse à la guerre des classes, il a eu l'idée qu'un remède à la haine devait exister aussi dans le conflit de Chypre<sup>15</sup>. Par la suite le *Times* de Londres rendra hommage à son action<sup>16</sup>.

12 *Riding the Storm* (1956-1959), par Harold Macmillan (Macmillan, Londres, 1971), p. 689.

13 25 janvier 1959.

14 Voir notamment la déclaration de Yalman au *Times of Cyprus*, parue en première page du numéro du 20 juillet 1959, sous le titre « Préserver le miracle ».

15 Déclaration faite à Caux le 20 septembre 1959.

16 *The Times*, 8 mars 1960 : «Aucun Turc n'a sans doute plus que M. Yalman gagné le respect de toutes les communautés à Chypre ces dernières années. Ses écrits sur la question chypriote et les relations gréco-turques, empreints d'un esprit de modération et de conciliation, ont contribué à créer l'atmosphère qui a rendu possible le règlement de Zurich ».

Les Chypriotes n'avaient pas été invités à la conférence de Zurich. Limitée aux gouvernements grec et turc, celle-ci réunissait les premiers ministres et les ministres des Affaires étrangères des deux pays, assistés de leurs collaborateurs. Elle s'ouvrit le 6 février 1959 et fut assez laborieuse. Les Turcs, très insistants, obtinrent d'importantes concessions, qui permirent de conclure. Il fallait encore recueillir l'aval des autres parties concernées. Le gouvernement de Londres ne souleva aucune objection, du moment qu'il obtenait pleine satisfaction en ce qui concerne les bases militaires. Le ralliement des Chypriotes turcs aux positions d'Ankara ne faisait aucun doute. Restaient les Chypriotes grecs.

En convoquant à Londres pour le 17 février une conférence dite « de la table ronde », rassemblant les chefs des trois gouvernements et les représentants des deux communautés de Chypre, Mgr Makarios et le Dr. Küçük, les autorités anglaises comptaient bien faire entériner tel quel le compromis de Zurich, sans en renégocier aucun élément. On sait qu'à part l'accident d'avion qui faillit coûter la vie au premier ministre turc, Adnan Menderès, la conférence de Londres fut surtout marquée par les très vives réticences de l'archevêque à apposer sa signature au bas du texte qui lui fut présenté. Les modifications qu'il demanda se heurtèrent au refus de tous ses partenaires, y compris Caramanlis. Mis en demeure par le ministre britannique des Affaires étrangères, Selwyn Lloyd, dans l'après-midi du 18 février, de donner sa réponse sans plus attendre, il déclara que si elle devait être immédiate, elle serait négative. Il obtint ainsi un délai jusqu'au lendemain en milieu de matinée.

Que se passa-t-il cette nuit-là et quels sont les ressorts qui, après ces hésitations de dernière heure, firent pencher la balance dans le sens de l'acceptation ? L'actuel président de la République de Chypre, Glafcos Cleridès, qui faisait partie de la nombreuse délégation entourant l'ethnarque à Londres, s'est longuement interrogé à ce sujet dans son livre *Ma déposition*<sup>17</sup>. Son sentiment est que Makarios n'eut à aucun moment l'intention de refuser sa signature, mais qu'il fit tout pour tenter d'obtenir d'ultimes aménagements à un accord qu'il considérait comme très imparfait et auquel il ne se résigna finalement — ce point-là ne fait guère de doute — que pour éviter l'application du plan Macmillan.

D'autres n'excluent pas que l'archevêque, comme il l'a dit lui-même, ait vraiment mis en question, à Londres, sa réponse définitive et qu'il ait pris sa décision après « une nuit de prière et de réflexion sur le dilemme angoissant auquel il était confronté »<sup>18</sup>. Harold Macmillan pourrait avoir été de ceux-là<sup>19</sup>. Il faut se rappeler le peu d'enthousiasme pour les résultats des pourparlers de Zurich manifesté par les personnalités qui accompagnaient Makarios, l'extrême réticence du colonel Grivas, qui n'était pas présent

<sup>17</sup> *My deposition*, par Glafcos Cleridès (Alithia publ., Nicosie, 1989), tome 1, p. 71 et suivantes.

<sup>18</sup> *The Daily Telegraph*, 20 février 1959.

<sup>19</sup> Dans son livre *A start in freedom* (Hodder and Stoughton Ltd, Londres, 1964), le gouverneur de Chypre, Sir Hugh Foot, raconte que, le lendemain de la conclusion de l'accord, le premier ministre le fit appeler, évoqua avec lui les expériences de la crise que l'on venait de traverser et lui demanda, au moment où ils se séparaient, « s'il avait jamais eu le sentiment, dans tous ces événements étranges, qu'il y avait eu parfois l'intervention de la divine providence » (chap. IX, p. 157). Le gouverneur se pose lui-même la question, en rappelant comment il lui fut épargné d'ordonner l'exécution de deux terroristes, dont rien ne justifiait la grâce, mais dont la pendaison risquait fort de compromettre le règlement pacifique en gestation. Un appel du Secrétariat d'Etat aux Colonies l'informa peu avant minuit que Zorlu et Averoff avaient fait une démarche conjointe pour que l'exécution n'ait pas lieu. Celle-ci était prévue pour 0h.15 ! (*ibid.* p. 177 à 180).

à Londres, et l'inquiétude que l'on pouvait éprouver sur la façon dont l'accord serait reçu par la population de Chypre.

Un fait précis vient corroborer ce point de vue. Le matin du 19 février, à 5h45, Bill Conner reçut un appel téléphonique de Rossidès lui disant que Makarios et lui n'avaient pas dormi de la nuit. Pouvait-il venir les rejoindre à l'Hôtel Dorchester ? Conner se mit en route aussitôt, accompagné d'un ami, le Dr. David Watson. Ils trouvèrent Rossidès agité, allant et venant, tout à fait désarçonné. Il y avait dans la pièce une machine à écrire dans laquelle était engagée une feuille de papier portant un texte inachevé qui rejetait l'accord. Il y avait aussi un poste de téléphone qui n'arrêtait pas de sonner : les journalistes s'impatientaient pour savoir quelle était en fin de compte la décision de l'ethnarque. Ce dernier se tenait dans une seconde pièce, attenante à la première.

L'un des visiteurs prit en charge le téléphone et la frappe en cours. A tous les correspondants, quel que fût leur rang, il était répondu que les deux Chypriotes n'étaient pas disponibles. Rossidès pouvait ainsi de nouveau se concentrer. Les deux visiteurs n'essayèrent pas de l'influencer dans un sens ou dans l'autre, mais seulement de soutenir sa conviction que la solution devait être cherchée dans la voie de ce qui semblait juste. Ils prièrent avec lui pour que toute peur fût bannie de cette prise de décision, ce qui prenait un sens très concret dans le climat d'insécurité qui régnait à Chypre. L'atmosphère de la chambre fut bientôt transformée. A un moment donné Rossidès quitta la pièce pour aller retrouver l'archevêque. Il revint un peu plus tard en annonçant que celui-ci était déterminé à signer l'accord, qu'il était en paix avec cette résolution et qu'il avait confiance qu'elle serait bien acceptée.

En annonçant sa décision, il exhorta ses compagnons à œuvrer pour l'unité avec les Chypriotes turcs. Et lors de son retour triomphal à Nicosie, après presque trois ans d'absence, il renouvela son appel : « Attachons-nous particulièrement à coopérer sincèrement et de tout cœur avec nos amis de la communauté turque »<sup>20</sup>.

Relater des faits dont l'authenticité a été vérifiée est une chose, peser la part de tel ou tel facteur dans le dénouement d'une crise en est une autre. L'esprit du Réarmement Moral, qui a indiscutablement inspiré certains comportements de plusieurs des hommes placés au cœur du conflit ou qui s'y sont impliqués, a-t-il en fin de compte infléchi le cours des événements ? On se bornera sur ce point à citer les appréciations portées par les chefs des deux communautés en présence.

Un message de Mgr. Makarios, lu à l'assemblée de Caux le 4 août 1959, disait notamment : « Nous avons eu l'occasion de suivre de près le travail du Réarmement Moral et d'apprécier particulièrement ses efforts et sa contribution à la solution du problème de Chypre ». Selon une dépêche de Nicosie en date du 3 novembre 1959, l'archevêque, recevant un groupe de ce mouvement, déclarait à ses visiteurs : « Je veux à cette occasion vous exprimer mes remerciements pour votre contribution au règlement de la question chypriote. Je sais combien le Réarmement Moral a pris et prend encore intérêt à cette question ». L'ethnarque devait renouveler par la suite l'expression de sa reconnaissance à plusieurs reprises : en invitant Frank Buchman à venir à Chypre en janvier 1960, puis de nouveau dans un message qu'il lui adressait le 3 septembre de la même année.

<sup>20</sup> *Cyprus Mail*, 2 mars 1959.

Le Dr. Küтчük déclarait de son côté le 19 décembre 1959 : « Je rappelle à tous le rôle important joué par le Réarmement Moral dans la solution du problème de Chypre ». Et quelques années plus tard, dans un message envoyé le 21 avril 1962 à une assemblée du mouvement à Strasbourg, il écrivait : « Les principes du Réarmement Moral constituent la base des accords de Londres et de Zurich et de la constitution de Chypre. Ils ont permis aux Grecs et aux Turcs d'oublier leur antagonisme passé et ont procuré le fondement d'un esprit d'amicale coopération et de respect mutuel des droits de l'autre partie. Ses précieux efforts pour changer les dirigeants et la population de Chypre et les aider à se libérer de la haine et de l'esprit de revanche ont déjà commencé à porter des fruits ».

Au même moment Rossidès, devenu entre temps ambassadeur de son pays auprès des Nations Unies, déclarait pour sa part : « S'il y a un cas où l'esprit du Réarmement Moral a opéré avec succès, c'est certainement celui de Chypre. C'est en effet cet esprit qui a conduit au règlement, alors qu'il n'y avait aucun espoir de solution, même par la force ».

Le don fait au centre de Caux du drapeau de la nouvelle république, hissé le 16 août 1960, jour de la proclamation de l'indépendance, en présence de représentants des deux communautés, est un autre symbole. Plus frappante encore avait été un an auparavant la présence simultanée à Caux de Zénon Rossidès et de Rauf Denktash, adjoint de Fazil Küтчük, parlant ensemble de la même tribune quelques mois après s'être empoignés à la télévision américaine <sup>21</sup>. « J'ai vociféré contre lui, déclarait ce dernier, je l'ai agrippé, j'ai tenté de le frapper. Dans mon cœur je n'étais pas un héros, ni même un homme, mais une bête. Aujourd'hui, je lui présente mes excuses. — Je suis très ému, répondait le premier. Peu importe qui a eu raison ou tort dans le passé. Débarrassons-nous de notre pharisaïsme ». L'un et l'autre s'accordaient à dire qu'ils devaient se considérer d'abord comme Chypriotes et ensuite seulement comme Grec ou Turc. « Il nous faut, ajoutait Denktash, sacrifier bien des choses auxquelles nous avons juré de nous cramponner à jamais » <sup>22</sup>. Quelques jours plus tard, le correspondant du *Times* à Nicosie relevait « la nouvelle qualité d'homme d'Etat déployée par Rauf Denktash », dans un article où il faisait une analyse lucide des sources de l'opposition entre Grecs et Turcs de l'île. « A la racine du problème entre les communautés, écrivait-il, il y a le fait que les Grecs se considèrent comme une race supérieure au plan moral, culturel, social et, corollaire inévitable, le culte de l'hellénisme, qui est inculqué aux écoliers grecs plus assidûment que jamais... A la base de la pression incessante des Turcs en faveur d'une ségrégation de fait dans les affaires économiques et municipales, il y a le ressentiment profondément enraciné d'être regardés de haut par les Grecs » <sup>23</sup>.

Rien n'est jamais définitivement gagné. On sait que, très vite après la signature des accords, la situation recommença à se dégrader. Les Chypriotes grecs manquèrent de bonne volonté et de générosité envers la minorité turque, prenant mal leur parti d'un statut qui accordait à celle-ci des pouvoirs disproportionnés à son importance numérique. Une partie d'entre eux refusait d'abandonner le rêve de l'Enosis et il s'ensuivit des dissensions internes à leur communauté. Dans le même temps le sentiment nationaliste

<sup>21</sup> New York, novembre 1958.

<sup>22</sup> Communiqué de presse du 5 août 1959.

<sup>23</sup> *The Times*, 11 août 1959.

et les tentations partitionnistes se développèrent chez les Chypriotes turcs, portés à faire un usage excessif de leurs droits constitutionnels et hantés par la crainte de se voir marginaliser. Le retrait du tampon britannique et une implication accrue des gouvernements grec et turc firent le reste. La tension s'installa de nouveau sur l'île, puis la violence, jusqu'à l'invasion turque de 1974 et la proclamation, sur 40% du territoire, de la République Turque de Chypre du Nord (RTCN), reconnue par la seule Turquie <sup>24</sup>.

A l'heure où sont écrites ces lignes, trente cinq ans après les accords de Zurich et de Londres, trente ans après l'arrivée des premiers casques bleus, les négociations ont repris une fois de plus entre les deux communautés, sous l'égide des Nations Unies, autour de deux propositions ponctuelles de l'ONU : la réouverture de l'aéroport de Nicosie au profit des Chypriotes turcs et l'administration par l'ONU de la ville désertée de Varosha, à côté de Famagouste, pour y permettre le retour de quelques milliers de Chypriotes grecs. Le principe de ces mesures est accepté de part et d'autre, mais les pourparlers butent sur les modalités d'application. Malgré la modestie de l'enjeu, ils s'étirent péniblement depuis plusieurs mois sans que leur aboutissement soit en vue. S'il arrive que l'esprit souffle sur les hommes, verra-t-on un jour s'effacer une des dernières frontières tracées depuis la guerre et coupant un pays en deux ?

---

24 Rauf Denktaş en est « président » (N.D.L.R.).